Par Mohamed Diwan

Pour comprendre la dynamique des relations économiques israélo-arabes, il faut d'abord saisir l'ampleur de la réussite israélienne. Israël, un pays de moins de dix millions d'habitants, sans ressources naturelles significatives, situé dans un environnement géographique hostile et soumis à des menaces sécuritaires permanentes, a construit l'une des économies les plus dynamiques au monde. Le revenu par habitant d'Israël dépasse celui de nombreux pays européens ; le pays possède la plus forte densité de start-ups au monde et investit une part plus importante de son PIB dans la recherche et le développement que toute autre nation.

Dan Senor et Saul Singer ont analysé les facteurs qui ont permis cette ascension dans leur ouvrage influent « *Start-up Nation* ». Le service militaire obligatoire ne crée pas seulement un réseau, il favorise aussi une culture de hiérarchie plate et d'improvisation – cette *chutzpah*,[1] qui est devenue proverbiale dans la culture d'entreprise israélienne. L'immigration massive de scientifiques et d'ingénieurs hautement qualifiés en provenance de l'ex-Union soviétique dans les années 1990 a fourni un apport sans précédent en capital humain. Les universités israéliennes – le Technion, l'Université hébraïque, l'Institut Weizmann – comptent parmi les institutions de recherche les plus productives au monde.

Un point est toutefois crucial, comme l'a souligné l'historien Bernard Lewis dans son analyse comparative des civilisations du Moyen-Orient : Le succès d'Israël ne repose pas sur des ressources matérielles, mais sur des structures institutionnelles. L'État de droit, la protection de la propriété, la liberté académique, un système judiciaire indépendant, la responsabilité démocratique et une culture de la contestation intellectuelle : autant de conditions préalables à une croissance économique durable. Des conditions qu'Israël a su mettre en place dans une région où elles font largement défaut par ailleurs.

Dans le domaine de la haute technologie, Israël a établi des normes qui attirent l'attention du monde entier. Les entreprises israéliennes dominent des secteurs tels que la cybersécurité, les technologies agricoles, les technologies médicales et la désalinisation de l'eau.

La technologie d'irrigation goutte à goutte développée en Israël a révolutionné l'agriculture mondiale. Les entreprises israéliennes de cybersécurité sécurisent l'infrastructure numérique des gouvernements et des entreprises du monde entier.

Et la capacité d'Israël à pratiquer l'agriculture dans le désert du Néguev n'est rien de moins qu'un miracle technologique qui n'a pas échappé à ses voisins du monde arabe, qui vivent dans des conditions climatiques comparables.

L'équivalent arabe : la richesse sans le développement

Le monde arabe incarne le pur contraire d'Israël, comme l'a décrit avec force l'historien juif Dan Diner dans son ouvrage majeur *« Le temps scellé : sur l'immobilisme dans le monde islamique »*. Diner affirme que le monde arabo-islamique vit dans un « temps scellé » – un état de rigidité culturelle et institutionnelle qui entrave fondamentalement la modernisation économique.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : les pays arabes ont une population totale de plus de 400 millions d'habitants et possèdent plus de la moitié des réserves mondiales de pétrole. Pourtant, selon les rapports du PNUD sur le développement humain dans le monde arabe, leur PIB combiné est à peine supérieur à celui d'un pays européen de taille moyenne. L'ensemble du monde arabe exporte moins de produits manufacturés que la Finlande. Le nombre de livres traduits en arabe chaque année est inférieur au nombre de livres traduits en grec chaque année. Les investissements dans la recherche et le développement sont négligeables et le nombre de brevets est marginal.

Dan Diner identifie plusieurs causes structurelles à cette stagnation. La sacralisation de la langue arabe rend difficile l'émergence d'un langage scientifique moderne. L'économie de rente des pays pétroliers crée une « mentalité d'allocation » dans laquelle la richesse est distribuée plutôt que créée – ce qui étouffe toute initiative entrepreneuriale dans l'œuf. Les structures autoritaires des États arabes empêchent la destruction créative qui, selon Joseph Schumpeter, constitue l'essence de la dynamique capitaliste. Et le contrat social arabo-islamique, basé sur la loyauté envers le groupe et la soumission à l'autorité, est fondamentalement incompatible avec les exigences d'une économie basée sur la connaissance, qui suppose l'initiative individuelle, la prise de risque et la pensée critique, écrit Diner.

Bernard Lewis a donné un fondement historique à ce constat dans ses ouvrages *« What Went Wrong ? »* et *« The Crisis of Islam »*. Selon Lewis, le monde arabo-islamique a connu un déclin continu depuis la fin de son âge d'or au Moyen-Âge, accéléré par son refus d'adapter les acquis des autres civilisations, en particulier ceux de l'Occident. Alors que le Japon, la Chine et d'autres sociétés asiatiques ont adopté et transformé les technologies et les institutions occidentales aux 19e et 20e siècles, le monde arabe est resté dans une attitude de rejet – l'incapacité d'apprendre de l'autre, car cela est interprété comme un aveu de faiblesse personnelle.

Fouad Ajami, politologue libanais, a complété cette analyse par une dimension psychologique dans « The Arab Predicament ». Selon Ajami, le monde arabe souffre d'un affront collectif qui se nourrit du choc entre l'image de soi d'une grande civilisation et la réalité de l'impuissance politique et du retard économique. Israël, qui agit dans ce récit comme un corps étranger occidental dans le monde arabe, devient le symbole de cet affront – non seulement comme ennemi politique, mais aussi comme preuve vivante de son propre échec.

L'économie de l'envie

La dimension psychologique de la relation israélo-arabe est souvent sous-estimée dans la littérature universitaire, mais elle est centrale pour la compréhension des liens économiques. Aux yeux des Arabes, Israël n'est pas simplement un État parmi d'autres – c'est un reproche permanent. Un pays qui, dans les conditions les plus défavorables que l'on puisse imaginer, a réalisé exactement le développement que le monde arabe n'a pas réussi à faire jusqu'à présent, malgré – et en partie aussi : à cause – de conditions de départ incomparablement plus favorables.

Lorsque l'Arabie saoudite formule sa « Vision 2030 », lorsque les Émirats arabes unis se positionnent comme un hub d'innovation, lorsque Bahreïn mise sur les technologies financières, le modèle implicite est toujours Israël. L'ironie est difficile à ignorer : Les pays arabes tentent de reproduire exactement le modèle de leur ennemi déclaré. Le projet NEOM de Mohammed bin Salman – une ville high-tech prévue dans le désert saoudien – n'est rien d'autre qu'une tentative de créer un Tel-Aviv arabe, sans jamais l'avouer ouvertement.

Cette dynamique peut être éclairée par le concept de *ressentiment* du philosophe Max Scheler : une envie qui ne se transforme pas en imitation productive, mais en rejet agressif – et qui conduit pourtant, comme par une porte dérobée, à l'adoption de ce qui est officiellement méprisé. Le monde arabe rejette Israël politiquement tout en étudiant silencieusement son modèle économique, en important ses technologies et en utilisant son expertise.

Interdépendance économique

Les relations économiques entre les pays arabes et Israël forment un réseau qui n'existe pas officiellement mais qui est pourtant substantiel. Elles peuvent être divisées en plusieurs catégories.

Les Accords d'Abraham de 2020 ont marqué un tournant en formalisant les relations jusqu'alors cachées entre Israël et plusieurs pays du Golfe ainsi que d'autres pays arabes – les Émirats arabes unis, Bahreïn, le Maroc et le Soudan. Mais les contacts économiques sont bien plus profonds et plus anciens. Dès les années 1990, après les accords d'Oslo, le Qatar et Oman ont ouvert des représentations commerciales d'Israël. Des hommes d'affaires israéliens se sont rendus sous couverture dans des pays du Golfe ; des entrepreneurs arabes ont discrètement visité des salons technologiques israéliens. Les entrepreneurs saoudiens entretiennent également depuis longtemps des relations commerciales avec des hommes d'affaires israéliens. Bien sûr, pas directement, mais par le biais de réunions à Londres et d'importations depuis cette ville, par exemple.

Dans le domaine de la technologie de sécurité les interconnexions sont particulièrement denses. Des logiciels de surveillance israéliens, notamment Pegasus de NSO Group, ont été utilisés par l'Arabie saoudite, les EAU, Bahreïn et le Maroc. Les autocraties arabes utilisent la technologie israélienne pour surveiller leurs propres citoyens.

Dans l'agriculture et la technologie de l'eau Israël est devenu un partenaire indispensable. La Jordanie, profitant de l'accord de paix de 1994, fait appel à l'expertise israélienne en matière de technologies de traitement de l'eau et d'irrigation. Les pays du Golfe, confrontés aux mêmes défis d'agriculture désertique

qu’Israël, utilisent des technologies israéliennes d’irrigation goutte à goutte et de dessalement de l’eau, souvent achetées par le biais d’intermédiaires en Europe ou en Asie, afin d’éviter le contact direct.

Dans le secteur de l’énergie les découvertes de gaz en Méditerranée orientale – les gisements de Leviathan et de Tamar – ont fait d’Israël un exportateur potentiel d’énergie et ont créé de nouvelles dépendances. La Jordanie et l’Égypte s’approvisionnent déjà en gaz israélien, créant ainsi une dépendance économique structurelle qui est politiquement difficile à inverser. L’accord gazier de 10 milliards de dollars signé en 2016 entre Israël et la Jordanie symbolise cette nouvelle réalité.

Dans le domaine de la santé et Technologie médicale les Arabes fortunés se rendent régulièrement dans les hôpitaux israéliens. Les hôpitaux Hadassah de Jérusalem et le centre médical Sheba de Tel Hashomer traitent des patients de toute la région, y compris de pays qui ne reconnaissent pas officiellement Israël. Les produits médicaux israéliens – de l’imagerie médicale aux robots chirurgicaux – trouvent leur chemin vers les hôpitaux arabes par des voies détournées.

Le secteur financier constitue un autre lien. Suite aux Accords d’Abraham, des banques israéliennes et émiraties ont conclu des accords de coopération. Des fonds d’investissement des pays du Golfe prennent des participations dans des entreprises technologiques israéliennes, parfois directement, parfois via des véhicules internationaux. La scène des start-up de Tel Aviv est devenue un aimant pour les investisseurs arabes, qui l’emporte sur les réticences politiques.

Entre admiration et refoulement

La perception arabe de la réussite économique israélienne est un enchevêtrement d’admiration, de jalousie, de déni et d’imitation occasionnelle. Dans les médias sociaux du monde arabe – l’espace le moins soumis à la censure étatique – on trouve de plus en plus de voix qui discutent ouvertement du modèle de développement d’Israël et qui mesurent leurs propres gouvernements à l’aune de l’aune israélienne.

Des intellectuels arabes tels que l’éditorialiste koweïtien Ahmad al-Sarraf ou le

journaliste saoudien Turki al-Hamad ont publiquement demandé pourquoi le monde arabe, malgré ses ressources, n'était pas capable de faire ce qu'Israël a fait avec une fraction de ces ressources. Ces voix restent des positions minoritaires, mais leur simple existence indique un changement de conscience qui ne peut plus être complètement réprimé.

Au niveau des gouvernements, l'attitude est plus pragmatique que ne le suggère la rhétorique publique. Mohammed bin Zayed, le Président des EAU, a reconnu dans sa vision stratégique la nécessité d'apprendre d'Israël – une reconnaissance qui s'est formalisée dans les Accords d'Abraham. L'Arabie saoudite Mohammed bin Salman, malgré la non-reconnaissance officielle d'Israël, a établi une coopération étroite en matière de sécurité et de technologie par des voies informelles. Le message est clair : le pragmatisme économique l'emporte sur l'hostilité idéologique, même si cela n'est pas ouvertement exprimé.

Bassam Tibi, politologue germano-syrien, a soutenu dans son travail sur l'islam politique que le rejet islamiste d'Israël était également un rejet de la modernité elle-même – et que le monde arabe ne pourrait surmonter son retard que lorsqu'il serait prêt à accepter la modernité en tant que telle, plutôt que de la dénoncer comme un complot occidental sioniste. L'existence d'Israël oblige le monde arabe à se confronter à lui-même, ce qu'il préférerait éviter.

Le diagnostic de Tibi peut être formulé de manière plus radicale qu'il ne le fait lui-même : Israël n'est pas le problème du monde arabe, Israël est son miroir. Les relations économiques – secrètement recherchées, publiquement niées – ne révèlent pas un conflit entre deux parties, mais ce conflit du monde arabe avec la modernité que Tibi a identifié comme le noyau du rejet islamiste.

Le jour où le monde arabe acceptera Israël non plus comme une menace mais comme une référence, cela ne marquera pas la fin du conflit – mais la fin de l'auto-illusion. Et ce serait, dans une région dont l'ordre politique repose sur la gestion d'illusions collectives, la véritable révolution.

Mohamed Diwan est un analyste politique arabe

---

[1] Chuzpe (du yiddish, à l'origine hébreu ḥuṣpāh) signifie en français : impertinence, audace, insolence – mais aussi audace admirable.